



Séance ordinaire du jeudi 30 mars 2023

L'an deux-mille-vingt-trois et le trente mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Hors commission

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Joël VERA.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mathilde BORNE, Stéphane CHAMPAY, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Régine ILLAIRE, Nathalie LEVY, Mylène MIFSUD, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Jean-Pierre RICO, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Claudine VASSAS MEJRI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mohed ALTRAD, Alenka DOULAIN, Séverine MONIN, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Joëlle URBANI

Hors commission - Tramway Ligne 5 - Demande d'enquêtes parcellaires complémentaires et simplifiées - Approbation

Madame Julie FRÊCHE, Vice-Présidente, rapporte :

Par arrêté n° 2013-I-1656 du 28 août 2013, le Préfet de la Région Languedoc-Roussillon, Préfet de l'Hérault a déclaré d'utilité publique (DUP) le projet de réalisation du tronçon Lavérune/Clapiers de la cinquième ligne de tramway de Montpellier Méditerranée Métropole. La DUP a été prorogée pour cinq ans par arrêté préfectoral n° 2018-I-638 du 13 juin 2018.

Par délibération n°M2021-207 du 7 juin 2021, la Métropole a approuvé le projet de tracé modificatif au vu de l'enquête publique et a déclaré l'intérêt général du projet de modification de construction du tronçon entre le rond-point Paul-Fajon et la rue des Chasseurs (jusqu'à l'entrée dans l'EAI)

Par délibération n°M2021-192 du 29 mars 2021, la Métropole a approuvé la demande d'ouverture d'une enquête parcellaire secteur nord qui s'est déroulée du 5 janvier 2022 au 25 janvier 2022.

Par délibération n°M2021-321 du 28 juillet 2021, la Métropole a approuvé la demande d'ouverture d'une enquête parcellaire secteur ouest qui s'est déroulée du 4 avril 2022 au 28 avril 2022. Cette enquête a permis d'avoir l'arrêté préfectoral n°2022.07.DRCL.0301 du 20 juillet 2022 portant cessibilité en urgence sur les biens issus de l'état parcellaire.

Par délibération n°M2022-177 du 31 mai 2022, la Métropole a approuvé la demande d'ouverture d'une enquête parcellaire sur le secteur avenue Clemenceau. La préfecture est en cours d'organisation de cette enquête.

Par délibération n°M2022-256 du 26 juillet 2022, la Métropole a approuvé la demande d'ouverture d'une enquête parcellaire complémentaire sur les secteurs nord et ouest. La préfecture est en cours d'organisation de cette enquête.

Afin de s'assurer de l'acquisition des terrains sur l'ensemble du tracé de la future ligne 5 du tramway – Secteurs Ouest et Nord, et de respecter le planning des travaux, il convient d'envisager une ou plusieurs enquêtes parcellaires complémentaires voire simplifiées de régularisation.

Cette ou ces enquêtes parcellaires complémentaires ou simplifiées seront nécessaires pour les motifs suivants :

- Porter à la connaissance de certains propriétaires l'actualisation d'emprises ;
- Actualiser les informations relatives à l'identité de certains propriétaires à la suite d'une mutation ou changement de syndic ou encore liées aux renseignements collectés à l'occasion de la dernière enquête parcellaire.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver le lancement de toute enquête parcellaire complémentaire et/ou simplifiée nécessaire à la maîtrise de l'ensemble des parcelles assiette du tracé de la ligne 5 secteurs Ouest et Nord ;
- De solliciter Monsieur Préfet de l'Hérault, pour obtenir l'ouverture de toute enquête parcellaire complémentaire et/ou simplifiée qui serait nécessaire pour régulariser le foncier restant à acquérir sur les secteurs Ouest et Nord ;
- De requérir à l'issue de toute enquête parcellaire complémentaire et/ou simplifiée, le prononcé de l'arrêté de cessibilité dans le cadre de la procédure d'urgence ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 12/04/23

Pour extrait conforme,

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 12 avril 2023

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20230330-216792-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 12/04/23

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.